



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

CHAUMONT, le 21 mars 2024

Nos réf. : SHM/ED/MI n° 24-133

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 1^{er} février 2024

Contexte et constats

Publié sur 

GHM S.A.S

Rue Antoine Durenne
52220 SOMMEVOIRE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} février 2024 dans l'établissement GHM S.A.S implanté rue Antoine Durenne à 52220 SOMMEVOIRE. L'inspection a été annoncée le 26 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'action nationale 2024 relative aux rétentions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GHM S.A.S
- Rue Antoine Durenne - 52220 SOMMEVOIRE
- Code AIOT : 0005701289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Générale d'Hydraulique et de Mécanique GHM SOMMEVOIRE est spécialisée dans la production de pièces métalliques en fonte d'art (FGL et FGS) destinées au mobilier urbain et à la décoration interne (Bouches de métro du Grand Paris, bancs publics, statues...). L'usine exerce également des activités de type chaudronnerie (fabrication de poteaux électriques...).

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 – Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nomenclature	Arrêté Préfectoral du 02/06/2009	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
5	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Lettre de suite préfectorale	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
3	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
6	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les stockages de liquide susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols étaient associées à une rétention compatible en capacité et en bon état.

Néanmoins, l'inspection des installations classées a permis de relever que l'installation ne dispose pas de mesures de confinement pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

De plus, cette visite a permis de mettre en évidence une non-conformité relative à l'absence d'accessibilité des organes de commandes d'obturation des canalisations d'évacuation des eaux pluviales.

En cas de sinistre, les eaux et les écoulements susceptibles d'être pollués ne pourraient pas être confinées et pourraient être déversées dans le milieu naturel.

Par conséquent, l'inspection des installations classées a permis de relever que l'installation ne dispose pas de mesures de confinement pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Cette visite a également permis de mettre en avant des non-conformités relatives à la situation administrative de l'installation par la modification de la nature et du volume de certaines activités. Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance des services compétents.

L'exploitant n'a pas transmis les consignes de sécurité relatives aux mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète que ces non-conformités fassent l'objet d'une lettre de suite préfectorale et d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2009				
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques				
Prescription contrôlée : Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées de l'arrêté préfectoral n° 1826 du 02 juin 2009 modifié.				
Constats : A la date de la visite, arrêtés mettant à jour les rubriques applicables à cette installation : <ul style="list-style-type: none">- arrêté préfectoral n° 1826 du 02 juin 2009- arrêté préfectoral n° 1540 du 20 mai 2011, modifiant l'arrêté préfectoral n° 1826 du 02 juin 2009- arrêté préfectoral n°1983 du 27 mai 2019, modifiant l'arrêté préfectoral n° 1826 du 02 juin 2009- arrêté préfectoral n° 52-2023-04-00238 du 25 avril 2023, modifiant l'arrêté préfectoral n°1826 du 2 juin 2009 L'exploitant a transmis le tableau des rubriques applicables à l'installation GHM par courriel du 7 février 2024. Il apparaît que certaines rubriques ont été modifiées par rapport aux rubriques définies dans les arrêtés préfectoraux listés au-dessus et n'ont pas fait l'objet d'une déclaration auprès des services compétents :				
Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Nature et volume des activités <u>modifiées</u>	Classement
2760-2	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720. 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3. b) Autres installations que celles mentionnées au a).	La quantité de sable stockée annuellement : 5 000 t Superficie totale : 1,8 ha	La quantité de sable stockée annuellement : 2 000 t	A
2940-3	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de)	Application de peinture poudre Epoxy. La quantité totale est	Application de peinture poudre Epoxy.	Passe de DC à E

	<p>sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kg/ j</p>	de 190 kg/j.	La quantité totale est de 400 kg/j.	
2940-2	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j</p>	<p>Application par pulvérisation au pistolet de peintures liquides.</p> <p>La quantité maximale susceptible d'être utilisée étant de 45 kg/j.</p>	La quantité maximale susceptible d'être utilisée étant de 75 kg/j (projet)	DC
4725-2	<p>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</p>	Cuve d'oxygène de 10,5 t	Remplacée par une cuve d'oxygène de 2 t.	D
4718-2	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations</p>	Cuve aérienne de GPL de 35 t.	Cuve aérienne de GPL de 32 t.	DC

	a. supérieure ou égale à 50 t b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t			
1978-8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an	Non présente dans l'AP 105 t déclaration avec antériorité	Alcool isopropylique, peintures solvantées, couche alcoolisées 112 t (projet)	D
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Dépôt de coke. Quantité totale présente sur le site : 75 t	Dépôt de coke. Quantité totale présente sur le site : 10 t	Passé de D à NC
1185	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Non présente dans l'AP	Fluides frigorigènes dans équipements clos 32 kg	NC
2563	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant inférieure à 500 l	Non présente dans l'AP	3 fontaines à solvant de capacité totale égale à 205 l	NC
2567	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité	Non présente dans l'AP	1 installation fonctionnement en 1/8 9,5 kg/j	NC

	de composés métalliques consommée étant inférieure à 20kg/jour			
4734-1	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés inférieures à 50 t d'essence ou 250 t au total</p>	Non présente dans l'AP	<p>Stockage enterré de GNR, remplacé par un stockage aérien</p> <p>12 t</p>	NC
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>2. Pour les autres stockages, capacité inférieure à 50t au total</p>	<p>GNR fioul domestique</p> <p>5,3 t (APC du 27 mai 2019)</p>	<p>GNR fioul domestique</p> <p>12 t</p>	NC

Par conséquent, l'exploitant doit transmettre un porter-à-connaissance relatif à ces modifications. Pour ce faire, utilement, en complément d'un réexamen de l'étude de dangers et de l'étude d'impact, proportionné avec les modifications apportées, un bilan de conformité par rapport à l'arrêté du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pourra être transmis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les stockages de produit liquide du site sont associés à une rétention. Ces stockages sont constitués de récipients mobiles de capacité inférieure à 250 litres. La capacité de ces rétentions est au moins de 20 % de la capacité totale des récipients. Une grande partie des stockages est localisée à l'extérieur soit protégée par auvent soit stockée dans des armoires. Certains stockages ne sont pas protégés et sont à l'air libre. Une autre partie est située dans les bâtiments. L'exploitant a transmis, par courriel du 7 février 2024, un courrier indiquant la mise en place d'une rétention au sol pour éviter les écoulements au niveau des robinets des récipients situés en dehors de la rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra s'assurer de l'étiquetage de tous les récipients et veiller au nettoyage de l'évacuation des robinets donnant sur la rétention. Il devra également veiller au bon positionnement des récipients sur les rétentions afin que le liquide de ces récipients soit dirigé dans les rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les rétentions disposent d'une grille de protection et ne comportent pas d'objets divers dans la rétention. Les rétentions situées en extérieur ne contiennent pas d'eaux pluviales. L'ensemble des rétentions ne sont pas dégradées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - Caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent : — est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m ² identifiées dans l'étude de dangers, ou ; — est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi. Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ / tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Le site ne dispose pas de produits soumis aux rubriques définies à l'article 26, y compris aux substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 et à leur quantité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie. Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de dispositif de confinement externe : <ul style="list-style-type: none">- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergents vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant deux heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels. <ul style="list-style-type: none">- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées. Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site ne comprend pas de bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie.

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, est confiné dans les canalisations d'évacuation des eaux pluviales. Ces canalisations disposent de vannes de fermeture.

Ces organes de commandes n'ont pas été vérifiés lors de la visite du fait de difficultés d'accessibilités à ces derniers.

L'exploitant n'est pas dans la capacité à confirmer à l'inspection des installations classées de l'efficacité de fermeture de ces vannes.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de calculs et de dimensionnement de la rétention, des plans du réseau d'évacuation des eaux pluviales, de la maintenance de ces canalisations (fuites...) et de leur composition, de la maintenance des séparateurs d'hydrocarbure.

Un plan d'action concernant le dispositif de rétention a été planifié et budgété. Les travaux devraient être réceptionnés en août 2024.

L'exploitant a transmis, par courriel du 7 février 2024, les justificatifs suivants :

- une note de dimensionnement des besoins en eaux d'extinction incendie de juillet 2019, rédigée par la société OTE Ingénierie.

Cette note en page 8 détaille le calcul du volume de rétention d'eaux d'extinction incendie conformément aux dispositions du guide D9 A.

Le volume total de rétention des eaux d'extinction incendie est de 343 m³.

Le volume de confinement n'a pas été calculé dans cette note.

De plus, l'exploitant indique dans son courrier daté du 6 février 2024 et transmis par courriel du 7 février 2024, les éléments suivants :

« Il a été défini que ces eaux de rétention sont confinées dans le réseau d'eaux pluviales. Il existe cinq points de rejets équipés de séparateurs d'hydrocarbure, quatre sont également équipés de vannes guillotine et un cinquième point que nous allons équiper de ballons obturateurs ».

« Actions à mettre en œuvre :

A ce jour et comme échangé ensemble, nous ne pouvons pas justifier du volume de confinement des eaux d'extinction dans le réseau d'eaux pluviales. C'est pourquoi, nous avons décidé d'engager sans délai une étude auprès de l'OTE afin de vérifier la capacité de confinement des eaux d'incendie dans le réseau d'eaux pluviales et en parallèle de faire vérifier nos canalisations (matière de canalisations, inspection par caméra...) ».

Par conséquent, l'exploitant doit rendre accessible les dispositifs d'obturation. Il doit s'assurer de leur efficacité et veiller à un suivi de maintenance.

L'exploitant doit également installer un dispositif d'obturation au niveau de l'orifice du cinquième point de rejet.

Comme demandé par l'inspection des installations classées lors de la visite, l'exploitant doit fournir un plan du réseau de canalisations des eaux pluviales et doit justifier que l'ensemble des réseaux enterrés du site a fait d'un contrôle d'étanchéité afin de s'assurer de l'efficacité du confinement des eaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par courriel du 7 février 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un bon de travail de la société COVED environnement daté du 19 janvier 2024 relatif notamment au curage des canalisations et des séparateurs d'hydrocarbures, de caniveau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de la Préfète, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à transmettre l'état des stocks. L'état des stocks est réalisé mensuellement. L'exploitant a transmis par courriel du 7 février 2024 l'état des stocks au 31 janvier 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
Constats : Les consignes de sécurité sont disponibles au poste de travail. Elles ont été transmises par courriel du 7 février 2024 : consignes d'évacuation, consignes en cas d'incendie. L'exploitant n'a pas transmis les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses. L'exploitant doit les transmettre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale